

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)
(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

ORDONNANCE DU 13 AOUT 2020

N° 2020 - 191

Décision déferée au premier président :

N° RG 20/03305 -
N° Portalis
DBVK-V-B7E-OU2
O

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 27 juillet 2020 enregistrée au répertoire général sous le n° 20/00822.

ENTRE :

[REDACTED]
[REDACTED]
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL BASSIN DE THAU

C/

Appelant

DIRECTEUR
CENTRE
HOSPITALIER
INTERCOMMUNAL
BASSIN DE THAU
Serge BOUJON
PARQUET
GENERAL

Non comparant, représenté par Maître LUSSAGNET, avocat commis d'office.

ET :

Monsieur DIRECTEUR CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL
BASSIN DE THAU
Non comparant

[REDACTED]
Non comparant

PARQUET GENERAL
cour d'appel
1 rue Foch
34000 MONTPELLIER
Non comparant

DEBATS

L'affaire a été débattue le 12 Août 2020, en audience publique, devant Marianne ROCHETTE, conseiller,, déléguée par ordonnance du premier président en application des dispositions de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, assistée de Sylvia TORRES greffier et mise en délibéré au 13 août 2020

ORDONNANCE

Réputée contradictoire,

Signée par Marianne ROCHETTE, conseiller, et Sylvia TORRES, greffier et rendue par mise à disposition au greffe par application de l'article 450 du code de procédure civile.

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu la loi n° 2013-803 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011- 846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n°2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement,

Vu l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 27 Juillet 2020,

Vu l'appel formé le 04 Août 2020 par [REDACTED] reçu au greffe de la cour le 05 Août 2020

Vu l'avis du ministère public en date du 10 août 2020,

PRÉTENTIONS DES PARTIES

Le représentant du ministère public conclut à la confirmation de l'avis émis par le Docteur Yacine BELKADI,

MOTIFS

[REDACTED] a fait l'objet "d'une décision d'admission en soins psychiatrique" à la demande d'un tiers au service médico-psychologique des Hôpitaux du bassin de Thau en date du 17 juillet 2020 à la demande d'un tiers au visa de l'article "3212.3 du code de la santé publique".

Sur saisine du directeur général du service des admissions Hôpitaux du Bassin de Thau en date du 22 juillet 2020, le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Montpellier a, suivant ordonnance du 27 juillet 2020, fait droit à la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par le directeur du centre hospitalier du bassin de Thau à l'égard de [REDACTED]

Cette ordonnance a été notifiée à [REDACTED] le 28 juillet 2020 par l'intermédiaire du centre hospitalier.

Par déclaration reçue le 5 août 2020, [REDACTED] a formé appel contre cette ordonnance.

[REDACTED] fait valoir au soutien de son appel tendant à l'infirmer de l'ordonnance du 27 juillet 2020 et à la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète :

- au visa de l'article 66 de la Constitution et de l'article L.3216-1 alinéa 2 du code de la santé publique, l'admission à la demande d'un tiers au vu d'un seul certificat médical est une exception qui n'est autorisée que sous deux conditions cumulatives et qu'en l'espèce le certificat du docteur Tekaya du 17 juillet 2020 ne faisait pas mention de l'urgence et d'un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade en ce qu'il n'explicitait pas en quoi ces conditions seraient remplies, l'existence d'un péril ne pouvant résulter de la seule mention pré-imprimée alors que le juge n'a pas à déterminer lui-même un tel risque si les certificats médicaux ne le précisent pas
- en violation des droits posés à l'article L.3211-3 du code de la santé publique il n'avait eu information de son hospitalisation que le 22 juillet 2020 dans des termes de surcroît erronés, soit 5 jours après son hospitalisation, alors qu' aucun certificat médical ne justifiait cette absence d'information qui avait donc porté atteinte à ses droits fondamentaux et à sa liberté d'aller et

venir, le premier juge ayant à tort déduit la délivrance régulière de cette information à partir de mentions préimprimées contredites par les indications données par l'hôpital lui-même
 - en violation de l'article L.3211-3 du code de la santé publique, les décisions d'admission et de maintien ni davantage les certificats médicaux ne lui avaient été notifiés, le premier juge s'étant limité à un copier coller des motifs retenus dans le cadre du précédent moyens alors qu'en application de l'article L.3216-1, l'irrégularité portant atteinte aux droits à la personne entraîne la mainlevée de la mesure par le juge des libertés et de la détention,
 - en violation des dispositions de l'article L.3211-3, al.2 du code de la santé publique, ses observations quant au projet de décision, n'ont été recueillies que le 22 juillet 2020 lors de la remise tardive du formulaire d'information et après que la décision ait été prise, le 1^{er} juge s'étant à tort référé à des mentions préimprimées de surcroît mensongères.

MOTIFS DE LA DECISION

Sur la recevabilité de l'appel

L'appel interjeté par [REDACTED], dans les formes et délais légaux, sera déclaré recevable

Sur le moyen tenant à l'admission à la demande d'un tiers au vu d'un seul certificat médical

En l'espèce, la décision d'admission querellée est fondée sur les dispositions de l'article L.3212.3 du code de la santé publique.

Selon cet article, *“En cas d'urgence, lorsqu'il existe un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade, le directeur d'un établissement mentionné à l'article L. 3222-1 peut, à titre exceptionnel, prononcer à la demande d'un tiers l'admission en soins psychiatriques d'une personne malade au vu d'un seul certificat médical émanant, le cas échéant, d'un médecin exerçant dans l'établissement. Dans ce cas, les certificats médicaux mentionnés aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 3211-2-2 sont établis par deux psychiatres distincts”*.

La décision d'admission repose en l'espèce sur un certificat médical en date du 17 juillet 2020 établi par le docteur TEKALA, praticien exerçant aux “Urgences-smur-uhcd, hôpital St clair à Sète”, intitulé de manière dactylographiée “*Certificat médical SDTU Soins psychiatriques à la demande d'un tiers d'urgence. Procédure définie par l'article 3212-3 du code de la santé publique. Il y a urgence pour la santé du malade*”.

Sous la mention dactylographiée “*cette personne présente (décrire les troubles mentaux et les énumérer, indiquer les particularités de la maladie)*”, le médecin a indiqué manuscritement:

- . Exaltation thymique
- . Hallucinations psychosensorielles
- . Désinhibition psychocomportementales
- . Idées délirantes multithématiques

Suivent les mentions dactylographiées “*ses troubles rendent impossible son consentement. Son état impose des soins immédiats assortis d'une surveillance constante en milieu hospitalier*”

La circonstance que l'urgence ne soit pas mentionnée de manière manuscrite serait indifférente si la transcription des conclusions de l'examen médical étaient en cohérence avec l'utilisation d'un imprimé type mentionnant l'urgence en termes dactylographiés.

Mais comme le soutient justement l'appelant il n'est fait nullement mention dans ce certificat médical ayant fondé la décision, d'un risque grave d'atteinte à l'intégrité physique de la personne qui n'est donc pas davantage caractérisé.

La mention faite dans cet imprimé type à l'absence de consentement de l'intéressé aux soins et au fait que son état mental impose des soins immédiats en milieu hospitalier renvoie aux dispositions de l'article L3212-1 posant les conditions de la délivrance de soins psychiatriques mais elle ne supplée pas la caractérisation devant être faite dans le certificat médical du risque

grave d'atteinte à sa personne au regard du comportement même de l'intéressé.

Ce risque n'est révélé par aucune pièce du dossier étant observé que ce n'est que dans le certificat médical délivré le 20 juillet 2020 (72 h) que le médecin rédacteur explique que [REDACTED] lui avait décrit une insomnie quasi-totale depuis plusieurs jours et des troubles du comportement sur la voie publique, sans autre précision quant à un risque grave à l'intégrité de la personne qui en serait résulté.

Au stade de la requête et de la décision d'admission, il aurait donc fallu par application des dispositions de l'article L.3212-1 du code de la santé publique, un deuxième certificat initial pour corroborer la nécessité de soins sans consentement arrêtée par le docteur Tellaka.

L'article L. 3216-1 prévoit que l'irrégularité affectant une décision administrative [...] n'entraîne la mainlevée de la mesure que s'il en est résulté une atteinte aux droits de la personne qui en faisait l'objet.

En l'espèce, ce grief existe puisque l'intéressé a été privé du deuxième avis médical exigé par les textes qui aurait dû être délivré par un médecin extérieur au centre hospitalier

Il apparaît enfin à la lecture du dernier certificat médical du 10 août 2020, délivré 48 heures avant l'audience, que le médecin ayant examiné l'intéressé décrit un « *patient stable sur le plan psychomoteur, thymie adapté au discours. Pas de potentiel de dangerosité patent au cours de l'entretien, aucune activité délirante non plus.* [REDACTED] est en attente de son transfert sur son secteur d'origine qui est Dijon, prévue le 11 août 2020. Nécessité de maintenir la mesure psychiatrique à la demande d'un tiers en urgence article L. 3212-3 en hospitalisation complète. »

La procédure d'hospitalisation étant entachée de nullité, la mainlevée de la mesure doit être prononcée sans délai et l'ordonnance déférée infirmée de ce chef sans y avoir lieu d'examiner les autres moyens d'autant que si l'art. L. 3211-3 exige qu'une personne hospitalisée sans consentement soit informée, dès son admission ou aussitôt que son état le permet, sur ses droits, le défaut d'accomplissement de cette obligation, qui se rapporte à l'exécution de la mesure d'hospitalisation sans consentement, est sans influence sur sa légalité et, partant, n'aurait pu à lui seul justifié la mainlevée de cette mesure par le juge des libertés et de la détention.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement,

Déclarons recevable l'appel formé par [REDACTED]

Infirmons la décision déférée,

Et statuant à nouveau,

Disons que la procédure d'urgence prévue à l'article L.3212-3 du code de la santé publique est entachée de nullité, le certificat médical initial n'ayant pas caractérisé le risque grave d'atteinte à l'intégrité physique exigé par ce texte ;

Ordonnons en conséquence la mainlevée de l'hospitalisation sans consentement de [REDACTED]

Laissons les dépens à la charge du trésor public,

Disons que la présente décision est portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins par le greffe de la cour d'appel.

Rappelons que la présente décision est communiquée au ministère public, au directeur d'établissement .

Le greffier,

Le magistrat délégué,